## Arrest ... qui ordonne la suppression d'un mandement donné par le Sieur Archevêque d'Arles. Du 31 decembre 1720.

### **Contributors**

France. Conseil d'État. Archevêque d'Arles, Sieur.

### **Publication/Creation**

Toulouse: C.G. Lecamus, 1721]

### **Persistent URL**

https://wellcomecollection.org/works/unxxs96k

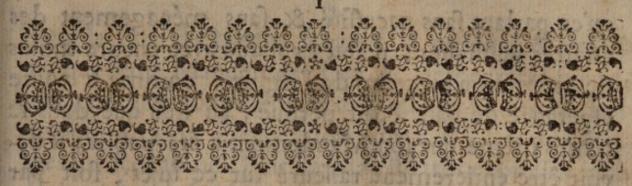
### License and attribution

This work has been identified as being free of known restrictions under copyright law, including all related and neighbouring rights and is being made available under the Creative Commons, Public Domain Mark.

You can copy, modify, distribute and perform the work, even for commercial purposes, without asking permission.



Wellcome Collection 183 Euston Road London NW1 2BE UK T +44 (0)20 7611 8722 E library@wellcomecollection.org https://wellcomecollection.org



# ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROI,

QUI ordonne la Suppression d'un Mandement donné par le Sieur Archevêque d'Arles.

Du 31. Decembre 1720.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

L'écil le Mandement donné par le S' Archevêque d'Arles le 12. Octobre de la presente année, Sa Majesté auroit reconnu par l'examen qui a été fair par sont ordre de ce Mandement, que ce Presat uniquement occupé du malheureux état où une partie de la Provence est reduite par le mal contagieux qui l'afflige, n'a pas assez senti la force & la consequence des expressions dont il s'est servi pour en faire une triste peint ture, qu'il y a même mêlé des objets étrangers, &

qu'en parlant sans necessité & sans ménagement des affaires publiques, il s'est expliqué avec encore moins de précaution sur celles de l'Eglise, comme si toute esperance de paix étoit perduë, au lieu que dans le temps même que son Mandement a été publié, il devoit être entierement rasseuré sur ce sujet, soit par le concert & l'unanimité de presque tous les Prelats du Royaume, soit par la Déclaration du 4. Août dernier, qu'il ne pouvoit ignorer, puisqu'elle avoit été enregistrée au Parlement d'Aix; que pendant qu'il se livre à une crainte si mal fondée, il paroît avoir oublié les maximes du Royaume, jusqu'au point de rendre publique dans son Mandement, sans l'agrément & la permission du Roi, une partie d'un Bref qu'il dit avoir reçu de Sa Sainteté, dont les expressions bien entenduës n'autorisent point les consequences qu'il en tire; & qu'enfin il parle en termes aussi peu mesurez de la puissance temporelle, que des Libertez de l'Eglise Gallicane, nayant pas fait resexion que ce qu'il en dit pourroit faire entendre qu'il ne regarde que comme un vain nom ces Libertez si solidement établies sur l'autorité du droit commun & sur les anciennes regles canoniques: & comme il est de la religion & de la sagesse du Roi de ne rien souffrir dans ses Etats qui puisse, ou donner des pretextes pour troubler la paix qui vient d'être renduë à l'Eglise Gallicane, ou affoiblir les maximes du Royaume, ou diminuer le respect qui est dû à l'autorité Royale: SA MAJESTE ESTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de Mon-

sieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne que ledit Mandement sera & demeurera supprimé, comme contraire dans plusieurs points de son exposé, à la Déclaration du Roi, & aux usages du Royaume. Fait Sa Majesté trés-expresses inhibitions & défenses à tous Imprimeurs, Libraires, Colporteurs & autres, d'imprimer, vendre, debiter, ou autrement distribuer ledit Mandement, à peine de trois mille livres d'amende, & de privation de leur maîtrise ou vacation, même de punition corporelle, s'il y écheoit. Enjoint Sa Majesté au Sr Lieute: nant general de Police de la Ville, Prevôté & Vicomté de Paris, & aux Sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez, de tenir la main à l'execution du present Arrêt. Veut Sa Majesté que ce qui sera par eux ordonné en conformité, foit executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, Sa Majesté se reserve, & à son Conseil, la connoissance, & icelle interdit à toutes ses Cours & Juges. Et sera le present Arrêt lû, publié & affiché par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le trente-unième jour de Decembre mil sept cens vingt. Signé, PHELYPEAUX,

firm le Duc d'Oderne Regent, a ordoné Et ordonre que ledit Mendement fira & demeurgra lupprient comme convaire dans platicurs points de lon
expole. a la Dictaraise du Roi, & ava elsges du Royanme. Fair Sa Majede trea expresses ignibuions & de leufes à tous impriments, Libraires,
buions & defeufes à tous impriments, Libraires,
calporagies & autres, d'imprimer, vendre, debuer,
ou autrement distribuez ledit l'aucuren, à pene
de trois mille tirres d'amends. Se de privation de
leur maîtrife ou vacation, même de privation corpoient maîtrife ou vacation, même de puivation corporent genera de Poice de la Ville d'au St Lieure,
contre de Paris, & aux Sieurs Intendans les Contre
missires deparés dans les Provinces & Generalites,
missires deparés dans les Provinces & Generalites,

# A TOULOUSE,

Chez CLAUDE - GILLES LECAMUS; Imprimeur du Roi.

Sa MajeResserve, S. a son Confeil, la connoissace, Se icelle intendit à toutes ses Course St Juges. Les
serveus de present Arrêt la pouné de aliché part tout
ob besoin sera. Hait au Conseil d'Etat du Rei ause
MajeRe victant, tenu à Paris le trente uniémajour de
l'Accembre mil son cons vingt s'émé l'attent Teaux.

Royannor, ou diminuer le seignet suit est du 3 l'aire

EN SON CONSILL, de lavis de Mas